

Propositions du Bloc Québécois en vue de la conférence de Copenhague
Allocution du porte-parole en matière d'environnement,
Bernard Bigras, député de Rosemont–La Petite-Patrie, lors de la
journée d'opposition du Bloc Québécois
Chambre des communes, vendredi 20 novembre 2009

Bonjour Monsieur le Président,

C'est avec plaisir que je prends aujourd'hui la parole dans le cadre de la journée de l'opposition du Bloc Québécois qui portera sur la lutte aux changements climatiques. Alors que nous avons déjà été marqués par une crise alimentaire et financière, les preuves démontrant l'ampleur des conséquences économiques, sociales et environnementales des changements climatiques ne cessent de s'accumuler. Devant cette situation, il importe de prendre nos responsabilités et de faire du Canada un leader dans la lutte aux changements climatiques. Ainsi, cette motion vise à faire en sorte que le Canada, de plus en plus isolé sur la scène internationale, n'arrive pas les mains vides à la conférence de Copenhague qui se déroulera en décembre prochain.

C'est pourquoi le Bloc Québécois propose :

« Que, de l'avis de la Chambre, le Canada devrait s'engager à proposer dans le cadre de la conférence de Copenhague sur les changements climatiques :

1. La diminution de 25 % en cible absolue des émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés par rapport à 1990 d'ici 2020 ;
2. La nécessité de limiter la hausse des températures de la planète en-deçà de 2° C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle ;
3. L'appui aux pays en développement dans leurs efforts de réduction de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques. »

Le 22 octobre dernier, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) présentait son projet de « New Deal vert mondial », une initiative encourageant les investissements dans les technologies propres et les ressources naturelles pour faire redémarrer l'économie.

Les changements climatiques, parce qu'ils augmentent la vulnérabilité des populations et des écosystèmes en diminuant leur capacité de résilience ont une incidence directe sur les

populations les plus tributaires des ressources naturelles pour subvenir à leurs besoins. Si la variabilité climatique a longtemps été considérée comme un problème technique, elle apparaît aujourd'hui comme indissociable de problèmes d'ordre social, culturel, économique et politique.

Les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) s'entendent pour dire qu'il est impératif de limiter la hausse des températures de la planète en-deçà de 2° C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle si l'on veut limiter l'ampleur des catastrophes qui s'abattront sur la planète. Ceci implique qu'il faut réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), en cible absolue, d'entre 25 % et 40 % par rapport à leur niveau de 1990 d'ici 2020.

À la suite des refus obstinés du gouvernement de mettre en place un plan conforme aux plus récentes données scientifiques, nous estimons que le Parlement doit prendre la relève face à l'absence gouvernementale en matière de lutte aux changements climatiques.

Cette initiative d'économie verte vise à générer des emplois verts et à établir des politiques et des instruments de marché capables d'accélérer la transition vers une économie durable. L'Organisation des Nations Unies (ONU) accordait 24 mois aux nations pour préparer un plan visant la réalisation de transition indispensable. Le Canada doit répondre à l'appel de l'ONU! Malheureusement, le Canada est encore à la traîne. L'Institut Pembina, qui œuvre dans la recherche de solutions alternatives aux problèmes environnementaux, a dressé le printemps dernier un bilan accablant des politiques canadiennes. En comparaison, l'administration américaine a investi, *per capita*, 6 fois plus dans la recherche environnementale et le développement de nouvelles technologies que ne le fait le gouvernement conservateur.

Le plan de relance de l'économie américaine qu'a signé Barack Obama comprenait près de 76 milliards de dollars d'investissements dans des domaines aussi divers que l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics ou résidentiels, dans le domaine de l'automobile, ainsi que dans la recherche de solutions de rechange au pétrole et au charbon.

Par exemple, ce sont près de 24 milliards de dollars qui seront investis dans la recherche et le développement pour électrifier l'automobile et les flottes gouvernementales américaines, alors que 500 millions étaient annoncés du côté canadien.

Alors que l'administration Obama annonçait un crédit d'impôt de près de 2 milliards pour l'efficacité énergétique des maisons américaines ainsi qu'un train de mesures totalisant

25,3 milliards (4 fois plus par habitant), le gouvernement canadien, dans ce secteur, investira... 800 millions.

Toujours dans la même lancée, le Plan de relance américain prévoit des dépenses 14 fois plus élevées par habitant que celles prévues au Canada dans le domaine des énergies renouvelables, comme le solaire et l'éolien.

Malheureusement, l'expression qui veut que « quand on se compare, on se console », ne tient plus la route.

De plus, selon le PNUE, qui a voulu déterminer quelle part des « stimuli » investis pour lutter contre la crise économique sont allés à des investissements verts, comme la construction d'infrastructures destinées à préserver la qualité des eaux ou des projets d'énergies vertes renouvelables telles que le solaire, l'éolien ou la géothermie, c'est la République de Corée qui dame – et de loin – le pion à tout le monde pour avoir consacré 80 % de l'argent investi dans sa relance économique à des solutions environnementales comme les énergies renouvelables, les véhicules à faibles émissions et le rail. La Chine a quant à elle consacré 34 % de ses investissements à des solutions vertes. Ces deux pays se retrouvent donc en tête des investisseurs publics « verts » de la planète. Le Canada se retrouve à l'avant-dernier rang de ce palmarès avec un maigre 8 %, devant le Japon et l'Espagne.

Bref, inutile de chercher les bons coups du gouvernement conservateur en matière d'environnement. Ce dernier n'a non seulement jamais compris l'urgence d'agir, mais il ne croit tout simplement pas en l'importance de la lutte aux changements climatiques!

La lutte au réchauffement climatique passe invariablement par une modification de notre rapport avec l'énergie, qui plus est lorsqu'il est question des énergies fossiles. C'est en conciliant économie et environnement que nous atteindrons notre objectif.

Récemment, une étude réalisée conjointement par des groupes écologistes et des économistes de renom démontrait que la réduction de 25 % en cibles absolues des gaz à effet de serre du pays sous le niveau de 1990 est non seulement réalisable, mais qu'elle n'affectera que marginalement l'économie canadienne. Plutôt que de considérer de manière objective ces propositions, le ministre de l'Environnement s'est contenté de la qualifier d'irresponsable et d'inacceptable. Ainsi, il fait la démonstration qu'il préfère faire abstraction des coûts beaucoup plus élevés que l'inaction entraînera – coûts que le rapport Stern a bien mis en évidence – et a répliqué qu'une réduction de cette ampleur aurait des conséquences dommageables pour l'économie pétrolière des provinces de l'Ouest canadien, voire que cela diviserait le Canada.

En se refusant à toute action, le gouvernement conservateur choisit de protéger les pollueurs et de faire porter le fardeau aux autres, notamment au Québec.

Hier, plus de 200 entreprises du Québec se sont jointes aux autres investisseurs de par le monde qui réclament un engagement robuste et ambitieux des gouvernements. Ils réclament du gouvernement qu'il prenne des « engagements immédiats et forts en matière de réduction des émissions, qui soient beaucoup plus élevés que la moyenne mondiale et qui soient appuyés par des stratégies crédibles ».

Selon ces entreprises, le développement économique ne pourra être soutenu à long terme si le climat n'est pas stabilisé. Il est vital que nous sortions de cette récession d'une manière qui jette les fondements d'une croissance à faible intensité de carbone et qui évite de nous enfermer dans un avenir à forte intensité carbonique. Un faible résultat à Copenhague risque de créer beaucoup d'incertitude et de saper la confiance.

D'ailleurs, les entrepreneurs, investisseurs et visionnaires de ce monde ont rapidement compris qu'au moment où l'humanité doit procéder à plusieurs choix, les nouvelles technologies représentent un potentiel extraordinaire. Et le Québec, comme les autres leaders en environnement, doit saisir ces nouvelles opportunités qu'offrent les énergies vertes et le développement de moyens de transport alternatifs.

Déjà, en mars 2007, le Bloc Québécois proposait un plan visant à réduire notre dépendance au pétrole. Encourager les énergies propres, modernisation des équipements industriels, incitatifs fiscaux à la rénovation d'édifices et à la reconversion des systèmes de chauffage ou encore hausses des exigences d'efficacité énergétique : voilà des exemples concrets!

La semaine dernière, le Bloc Québécois exigeait du gouvernement fédéral qu'il alloue des fonds afin de favoriser la recherche et la commercialisation de la voiture électrique. La part des GES attribuables au transport routier est trop importante pour ignorer ce secteur. Il faut dès maintenant utiliser tous les instruments fiscaux et les instruments de marché disponibles, qualifiés par l'OCDE d'abordables, afin d'entrer résolument dans une économie plus durable. C'est maintenant l'heure de faire des choix concrets et il est primordial de prendre le virage vert!

Malgré l'urgence d'agir, le gouvernement n'a jamais cessé de justifier son inaction par l'échec du gouvernement précédent. Depuis le tout début, le gouvernement n'a cessé de faire porter la cause de son inaction par l'échec du gouvernement précédent. Pratiquement, cela consiste à rejeter de manière systématique la responsabilité sur le gouvernement précédent afin de s'en laver les mains et éviter de prendre tout engagement contraignant de réduction de GES. Alors qu'ils sont au pouvoir depuis maintenant tout

près de quatre ans, les conservateurs soulèvent mille et un prétextes pour ne pas s'engager dans cette lutte, qui représente vraisemblablement le plus grand défi du 21^e siècle. Le gouvernement conservateur repoussait pour la troisième fois en quatre ans l'entrée en vigueur d'une réglementation crédible, entravant du coup l'essor d'une Bourse du carbone à Montréal. Pourtant, un véritable marché de plafonnement et de crédit d'émission permettrait aux entreprises du Québec qui, de bonne foi, ont déjà consentis de nombreux efforts pour réduire leur impact environnemental, de bénéficier des crédits auxquels elles ont droit. Surtout, en se fixant un plan basé à la fois sur une année de référence partielle (2006 plutôt que 1990) et des cibles d'intensité qui ne sont partagées par personne d'autre, les conservateurs ont volontairement fait l'impasse sur les propositions de la communauté internationale.

Ce manque de leadership est malheureusement conforme à la stratégie conservatrice en matière de changements climatiques, dont les assises se déploient depuis 1997, alors qu'à l'occasion des négociations entourant le protocole de Kyoto, le parti réformiste niait jusqu'à l'existence des changements climatiques. Après de fracassantes déclarations sur la nature socialiste du protocole de Kyoto, les conservateurs n'ont évidemment pas hésités à ternir l'image du Canada et à renier sa signature.

Nous assistons actuellement à une mascarade au cours de laquelle les conservateurs sont de plus en plus créatifs pour inventer de nouvelles excuses. La conférence de Bali en est l'un des exemples les plus frappants, alors que les conservateurs introduisent le concept flou de « circonstances nationales » et se servent notamment de la rigueur de nos hivers comme excuse pour justifier leur inaction et pour faire valoir que les réductions de GES du Canada doivent être moins importantes que celles d'autres pays.

Le gouvernement conservateur collectionne aussi les prix. Je pense notamment à la conférence de Barcelone tenue du 2 au 6 novembre et où le Canada a été le champion toute catégorie des prix Fossiles, remis aux pays les plus destructeurs de consensus. En effet, le Canada a tout fait pour torpiller les négociations en vue d'un accord à Copenhague et est revenu à la charge avec le prétexte des circonstances nationales, qui se résument désormais au fait qu'il fait plus froid au Canada, que notre population est en croissance et que le Canada exploite les sables bitumineux. Ce faisant, le Canada a ouvert la porte à toutes les excuses et dédouane les pays qui, comme la Chine et l'Inde, pourraient être tentés d'invoquer eux aussi leurs circonstances particulières.

La semaine dernière, le Canada a été un mauvais joueur au sommet de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique) et a été dénoncé par des experts pour avoir refusé de se fixer des objectifs contraignants avant le sommet sur le réchauffement climatique de Copenhague. Finalement, cette semaine, depuis Copenhague, le ministre de l'Environnement annonce qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que le gouvernement

conservateur aille de l'avant avec des réglementations sur les émissions de gaz à effet de serre immédiatement après le Sommet international sur les changements climatiques.

Voilà comment le Canada a échafaudé sa stratégie nihiliste en matière de lutte aux changements climatiques!

Alors que nous apprenons aujourd'hui que la France, le Danemark, l'Allemagne et le Brésil se lancent dans un vaste déploiement diplomatique afin de mobiliser la communauté internationale autour de cibles ambitieuses, alors que la Chine et les États-Unis se sont entendus pour mener une vraie lutte aux changements climatiques en voulant faire de Copenhague un succès, voilà que la Russie viserait des objectifs similaires à ceux de l'Europe en réduisant d'au moins 20 % ses GES par rapport au niveau de 1990.

Monsieur le Président, la liste des pays qui sont prêts à faire preuve de leadership et à s'attaquer sérieusement aux GES s'allonge. Le Canada est de plus en plus isolé!

Alors que la plupart des pays industrialisés, qui étaient au départ parmi les plus récalcitrants, font dorénavant preuve de leadership et de sérieux efforts afin de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en vue de sauver la conférence de Copenhague, le gouvernement conservateur s'est attiré les foudres des groupes environnementalistes et de tous les partisans d'un effort de bonne volonté.

Le parti conservateur prône une baisse de 20 % des émissions, en cible d'intensité, d'ici 2020 et 60 % d'ici 2050 basé sur 2006 comme année de référence. En clair, cela équivaut à une réduction de 3 % d'ici 2020 par rapport à 1990. En utilisant 2006 comme année de référence, le gouvernement ne semble pas comprendre l'importance de la lutte aux changements climatiques. 1990 c'est l'année de référence du protocole de Kyoto.

Rappelons que le protocole de Kyoto a été signé en 1997. En vertu de cet accord international sur les changements climatiques, le Canada s'engageait à réduire de 6 % ses émissions de GES d'ici 2012, par rapport à 1990.

Alors que le Québec réussissait à réduire de 1,6 % ses émissions de GES, le Canada, en grande partie à cause de son industrie pétrolière, augmentait les siennes de 21,8 %. C'est ainsi qu'aujourd'hui, le Canada fait figure de pire pollueur de la planète.

Alors que le Québec a, lui aussi, tout à gagner à réduire sa dépendance au pétrole qui lui coûte des milliards de dollars par année, le Canada se définit comme une nation pétrolière. Pas étonnant, donc, que le Canada cherche à tout prix à éviter qu'un traité

contraignant ne soit conclu à Copenhague. Ce que les conservateurs oublient de dire, c'est que, tôt ou tard, nous paierons la note.

Une aluminerie québécoise qui a déjà réduit de 15 % ses émissions de GES¹ par rapport à 1990 devra pourtant consentir à la même réduction de l'intensité de ses émissions qu'une usine d'extraction des sables bitumineux de l'Alberta qui a vu ses émissions de GES doubler depuis 1990.

En plus, ce plan fondé sur les cibles par intensité ne favorise pas le plein potentiel d'une Bourse du carbone à Montréal : toutes les entreprises pourront effectuer des réductions d'intensité sans égard à leurs émissions totales, diminuant d'autant l'attrait du marché des crédits. C'est donc dire que l'industrie manufacturière du Québec sera doublement pénalisée puisqu'elle ne pourra monnayer autant ses efforts qu'elle l'aurait fait dans un régime pourvu de cibles absolues de réduction.

Pour ajouter à l'odieux, le gouvernement canadien n'entend pas laisser à la nation québécoise la possibilité de s'exprimer de sa propre voix à Copenhague.

Le 5 novembre dernier, le ministre de l'Environnement, a réaffirmé à la Chambre des communes que son gouvernement a consulté l'ensemble des provinces en vue du sommet de Copenhague et qu'il leur offre une place dans la délégation officielle canadienne. « Ils auront accès aux documents et pourront faire valoir leur point de vue au sein de la délégation. Toutefois, il est clair que le Canada parlera d'une seule voix à Copenhague. »

Cette voix, Monsieur le Président, ne sera clairement pas la voix du Québec sur la scène internationale. Alors que l'Assemblée nationale du Québec s'est prononcée à l'unanimité en faveur du protocole de Kyoto, alors que 91 % des Québécoises et des Québécois appuient l'idée d'une action globale et immédiate pour contrer le réchauffement climatique et qui dans une proportion de plus de 75 % demandaient au Canada de respecter ses engagements à l'égard du protocole de Kyoto, nous estimons que la position exprimée par le gouvernement canadien à Copenhague ne représentera pas le vœu d'une majorité de la population québécoise.

Si le Québec a appuyé le protocole de Kyoto, c'est qu'il savait que les impacts des changements climatiques toucheraient l'ensemble des régions du Québec et l'ensemble des secteurs d'activité québécois, de là l'importance de réduire nos émissions de GES et de s'adapter aux bouleversements à venir.

¹ Moyenne de réduction de l'industrie québécoise de l'aluminium selon l'Inventaire canadien des gaz à effet de serre 1990-2006.

Agir sur la question de l'adaptation aux changements climatiques n'est pas un désaveu des actions de mitigations actuellement en cours. Les études faites sur le sujet montrent que pour appuyer l'effort d'adaptation des populations, la contribution financière du Canada devra s'élever à plusieurs milliards de dollars annuellement.

Nous sommes à un moment de notre développement collectif où, confrontés à la plus grande tempête économique depuis la Grande dépression et à des défis mondiaux qui dépassent largement les frontières de notre État, nous devons faire des choix et nous doter d'un projet collectif, d'une vision d'avenir.

Il s'agit d'avoir et d'appliquer une vision à long terme sur la question des changements climatiques. Comprendre et prévoir que l'avenir de nos économies et de nos sociétés ne repose pas sur l'exploitation – bien que prolifique à court terme – des sables bitumineux ou le forage de nouveaux puits de pétrole qui s'épuiseront au bout de quelques dizaines d'années... L'avenir de notre économie, de notre planète repose sur notre capacité à user de nos ressources étatiques et de nos leviers afin de développer de nouvelles alternatives et de nouveaux moyens pour faire face aux défis posés par le réchauffement de la planète.

Pour le Bloc Québécois, la lutte aux changements climatiques est sans l'ombre d'un doute un enjeu planétaire des plus importants et constitue un grand défi pour le Québec et le Canada. Il faut donc se fixer – et atteindre! – des objectifs qui correspondent aux consensus scientifiques afin d'éviter un réchauffement climatique irréversible qui aura de graves conséquences.

Après avoir pris en considération les données scientifiques, après avoir constaté les risques liés aux changements climatiques, après avoir dénoncé l'inaction du gouvernement, il est temps de passer de la parole aux actes et de voter en faveur de cette motion. Je fais appel à tous les parlementaires, des néo-démocrates en passant par les libéraux, bref à tous ceux qui croient qu'on ne doit pas baisser les bras à Copenhague.

Le gouvernement canadien a une dernière chance de faire oublier son piètre bilan en matière de lutte aux changements climatiques en contribuant à faire de la conférence de Copenhague un succès. Un échec des négociations aurait de lourdes conséquences économiques, sociales et environnementales pour les générations actuelles et futures.

Comme je l'ai dit, le Canada ne doit pas arriver les mains vides à la conférence de Copenhague sur les changements climatiques. Il doit arriver avec une proposition et c'est en ce sens que nous proposons notre motion.

Merci Monsieur le Président.